47/2. Plan d'action de Séoul pour la promotion de la restructuration industrielle en Asie et dans le Pacifique 2/

La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique,

Rappelant le Programme d'action de Vienne pour la science et la technique au service du développement, adopté en 1979 par la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, et les résolutions 18, du 23 novembre 1989, sur le Programme spécial pour le développement industriel de l'Asie et du Pacifique, et 19, du 24 novembre 1989, sur la promotion de l'investissement industriel, adoptées par la troisième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel,

Rappelant également ses résolutions 235 (XL) du 27 avril 1984, relative au Programme de Tokyo sur la technique au service du développement dans la région de l'Asie et du Pacifique, 256 (XLII) du 2 mai 1986, concernant le Plan d'action de la CESAP pour les initiatives nationales et régionales relatives à la mise en valeur des ressources humaines (dimensions technologiques), et 274 (XLIV) du 20 avril 1988, concernant le Plan d'action de Jakarta pour la mise en valeur des ressources humaines dans la région de la CESAP,

Rappelant en outre la résolution S-18/3 de l'Assemblée générale en date du 1er mai 1990, relative à la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement,

Ayant à l'esprit la résolution 45/199 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1990, sur la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, en particulier les sections relatives à la science et à la technique et aux politiques et mesures dans le secteur industriel, dans lesquelles il est souligné :

a) Que la relance soutenue du développement au cours des années 90 dépendrait de l'aptitude des pays en

développement à suivre le progrès scientifique et technique fulgurant enregistré ces dernières années dans l'économie mondiale et qui se poursuivrait dans l'avenir;

b) Que la coopération entre pays en développement aux niveaux mondial, régional et sous-régional pouvait également contribuer notablement au progrès industriel dans ces pays;

c) Que l'intégration des marchés des pays en développement, la création d'entreprises communes et la mise en place de programmes de formation et de perfectionnement des compétences devaient faire partie des objectifs à assigner aux politiques et mesures de promotion de l'industrialisation au cours des années 90,

Reconnaissant que ses débats sur des thèmes concrets d'actualité ont permis de renforcer les activités sectorielles et intersectorielles de fond dans le cadre du programme de travail du secrétariat,

Ayant à l'esprit les conclusions des études entreprises par le secrétariat en 1989 et 1990 sur la restructuration économique, et en 1991 sur la restructuration industrielle, en Asie et dans le Pacifique,

Prenant en considération les activités de développement industriel et technologique en cours au secrétariat de la CESAP,

Consciente de la contribution essentielle et considérable du secteur industriel au processus global de restructuration en vue du progrès économique,

Consciente également que les pays en développement de la région abordent une ère nouvelle caractérisée par des changements économiques, industriels et techniques,

1. Accueille le plan d'action pour la promotion de la restructuration industrielle en Asie et dans le Pacifique annexé à la présente résolution comme base de discussion globale et constructive;

2. Décide que le plan d'action portera le nom de "Plan d'action de Séoul pour la promotion de la restructuration industrielle en Asie et dans le Pacifique";

2/ Voir plus haut, par. 217.

3. Invite tous les membres et membres associés à intensifier leur action en faveur du renforcement de la coopération régionale en vue d'accélérer le rythme du développement industriel et technologique, et à prendre de nouvelles mesures de coopération à cette fin;

4. Demande aux pays développés, aux pays en développement qui sont en mesure de le faire, aux institutions et organismes compétents des Nations Unies et aux autres organismes internationaux de soutenir activement ses membres et membres associés en développement en vue d'accélérer leur développement industriel et technologique, en tenant compte des besoins des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des pays en développement insulaires;

5. Prie le Secrétaire exécutif :

a) D'organiser une réunion de hauts fonctionnaires des membres et membres associés pour examiner plus avant le plan d'action en vue de préciser sa teneur, ses priorités et les modalités de promotion de la restructuration industrielle dans la région de la CESAP;

b) D'inviter les membres et membres associés à inclure, au besoin, des représentants du secteur privé dans leur délégation nationale;

c) De soumettre pour examen le rapport de cette réunion de hauts fonctionnaires à la Réunion des ministres de l'industrie et de la technologie prévue pour le début 1992 à Téhéran;

d) De lui rendre compte, à sa quarante-huitième session, des résultats de la Réunion des ministres de l'industrie et de la technologie;

6. Invite le Secrétaire exécutif à s'assurer, pour les préparatifs de la Réunion des ministres de l'industrie et de la technologie, de la coopération et de l'appui des institutions et organismes mondiaux compétents, en particulier ceux du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, du Centre des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement, du Programme des Nations Unies pour le développement, de l'Organisation internationale du Travail et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel;

7. Prie les pays et organismes donateurs, en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement, de fournir au secrétariat une assistance extrabudgétaire pour exécuter les activités visées au paragraphe 5 de la présente résolution.

724ème séance
10 avril 1991

Annexe

PROJET DE PLAN D'ACTION POUR LA PROMOTION DE LA RESTRUCTURATION INDUSTRIELLE DANS LA REGION DE LA CESAP

Première partie

I. CONSIDERATIONS FONDAMENTALES POUR LA FACILITATION DE LA RESTRUCTURATION INDUSTRIELLE DANS LA REGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

1. Le dynamisme économique de plusieurs pays d'Asie et du Pacifique a fait apparaître de nouvelles possibilités de promouvoir et de renforcer la coopération régionale pour accélérer le développement industriel d'ensemble et opérer la transformation structurelle voulue du sous-secteur manufacturier de manière à améliorer la compétitivité et l'efficacité de l'industrie. L'expansion du commerce international et des investissements étrangers directs et le progrès technique et sa diffusion sont devenus des facteurs importants de cette coopération. L'aide publique au développement (APD) et les diverses formes d'aide accordée aux conditions du marché ont aussi renforcé les liens entre les pays développés et les pays en développement.

2. En outre, la tendance croissante à l'intégration et à l'interdépendance économiques, au niveau tant régional que mondial, pousse à rechercher de nouveaux moyens non seulement de constituer et de préserver une région de l'Asie et du Pacifique ouverte, mais aussi de promouvoir la coopération économique et technique (CEPD-CTPD) dans la région. L'interdépendance économique accrue y a certes accéléré le processus de restructuration industrielle, mais ce processus ne pourra s'enraciner profondément que dans un environnement commercial relativement ouvert. A cet égard, les principaux problèmes liés au renforcement de

l'interdépendance économique sont les déséquilibres structurels du commerce, la nécessité d'ajustement à des marchés plus ouverts et concurrentiels, et la nécessité de stimuler de nouveaux modes de croissance. Le dynamisme général de la région de l'Asie et du Pacifique recouvre des différences dans les modes et niveaux de croissance entre les divers pays, ce qui en soi ouvre des perspectives nouvelles de renforcement de la coopération régionale dans le processus de restructuration industrielle.

3. Le commerce a beaucoup contribué à l'expansion économique des pays de la région de l'Asie et du Pacifique. Toutefois, comme il est souligné dans l'étude de la CESAP sur la restructuration industrielle, on a de bonnes raisons de penser que les pressions protectionnistes dans certains pays vont probablement se maintenir un certain temps. Si la tendance protectionniste l'emportait, les conséquences en seraient désastreuses, car elle menacerait le système commercial relativement ouvert qui a valu d'importants avantages à la région en une si courte période et compromettrait les efforts faits par de nombreux pays économiquement plus faibles de la région pour accélérer leur industrialisation et, partant, lutter contre le problème de la misère.

4. Il est possible aux pays de l'Asie et du Pacifique de contribuer davantage à l'amélioration de l'environnement commercial régional par la coopération et diverses initiatives collectives. Une évolution générale vers la suppression des obstacles superflus au commerce et un mode de croissance tirant plus utilement parti de la participation du secteur privé, la coopération entre le secteur public et le secteur privé, l'accroissement des investissements dans le développement technologique et la mise en valeur des ressources humaines, aux niveaux à la fois régional et national, faciliteraient grandement ce processus.

5. La région de l'Asie et du Pacifique, plus qu'aucun autre groupe de pays en développement, a encouragé les investissements étrangers directs, élargissant les possibilités de participation des entreprises des pays développés et important de nouvelles techniques de gestion et de commercialisation. La promotion des transferts de capitaux et de technologie entre les petites et moyennes entreprises des différents pays permettrait de valoriser encore les avantages de cette politique.

6. Les investissements étrangers directs peuvent faciliter considérablement le processus de restructuration industrielle dans la région. Lorsque la production d'articles manufacturés dans un pays avancé atteint le stade de la maturité et se banalise, elle devient moins rentable. Elle est alors transférée à l'étranger, et les ressources ainsi libérées sont utilisées pour fabriquer de nouvelles gammes de produits. Cette forme d'investissement étranger direct a été un facteur essentiel de la restructuration industrielle et de la transformation structurelle dans la région. La globalisation de la production qui lui est associée renforce l'efficacité économique de la division internationale du travail.

7. Le fait que les nouvelles économies industrialisées soient devenues des sources considérables d'investissements étrangers directs pour les pays en développement de la région revêt également une grande importance. Les causes de ce phénomène sont multiples, notamment la nécessité dans certains cas de recycler de vastes excédents commerciaux, ainsi que l'évolution de l'avantage comparatif de ces économies. Les coûts salariaux se sont accrus notablement dans toutes ces économies, où la production de nombreux biens banalisés n'est plus rentable. Les nouvelles économies industrialisées passent donc à des catégories de productions plus avancées, délaissant de nombreux créneaux qui sont désormais devenus rentables pour d'autres pays en développement de la région.

8. La restructuration industrielle est un processus complexe faisant intervenir les relations entre le commerce, les investissements et le transfert de technologie dans un contexte d'évolution constante, d'un pays à l'autre et dans le temps, de l'avantage comparatif. Les gouvernements ont un rôle important à jouer dans ce processus par la mise en place de l'infrastructure nécessaire, l'adoption de mesures tendant à créer un environnement favorable, l'aide au transfert de technologie et la sauvegarde de l'environnement, fonctions qui revêtent toutes un caractère prioritaire. Les actions menées au niveau national dans les domaines prioritaires doivent recevoir un appui au niveau régional si l'on veut que la croissance industrielle et le changement structurel dans le secteur manufacturier débouchent sur l'utilisation efficace des ressources et l'amélioration de la compétitivité.

9. La progression lente, mais assez régulière, de la réforme industrielle dans de nombreux pays à économie planifiée de la région est une caractéristique importante du récent processus de restructuration industrielle. Toutefois, le passage à une stratégie d'industrialisation plus ouverte sur le marché ne sera probablement pas aisé, ni sans à-coup, du moins à court terme. Ces pays auront besoin d'un appui sous forme de ressources financières, de techniques et de savoir-faire grâce auquel mener à bien une véritable restructuration industrielle et rendre l'économie plus efficiente. Le renforcement de la coopération régionale en vue d'assurer la bonne transition vers des structures industrielles plus concurrentielles et plus dynamiques dans les pays à économie planifiée paraît donc prioritaire.

10. Comme il a été souligné dans l'étude de la CESAP, malgré le dynamisme spectaculaire de l'ensemble de la région, plusieurs pays n'ont pas bénéficié des effets de la croissance, et n'ont retiré que de maigres avantages de l'expansion des échanges, des flux de capitaux et du progrès technologique. Certains facteurs externes négatifs ont aussi grandement entravé la mise en place d'une solide base industrielle dans ces pays. De ce fait, leur intégration à l'économie mondiale, par rapport à laquelle ils demeurent périphériques, est loin d'être complète. Une des tâches principales auxquelles est confrontée la communauté internationale sera donc d'aider ces pays, au moyen de mesures d'appui accrues, à intégrer rapidement et effectivement l'économie mondiale et régionale. A cet égard, les mesures de coopération régionale devraient être renforcées en vue d'atténuer les effets de leur isolement géographique et des autres handicaps physiques, et il faudrait s'efforcer d'aider ces pays à améliorer leur infrastructure, ainsi qu'à mettre en valeur leurs ressources humaines et leurs moyens technologiques.

11. Bien que la nette tendance à l'accroissement de l'interdépendance et de la globalisation de la production industrielle dans la région de l'Asie et du Pacifique ait ouvert de nombreuses perspectives, personne n'a essayé de définir systématiquement les moyens de faire face aux nombreux problèmes que pose le renforcement de la coopération régionale en vue d'accélérer le développement industriel en général, et de promouvoir le changement structurel dans le secteur manufacturier en particulier.

Au niveau sous-régional, la mise en place de divers arrangements destinés à renforcer la coopération économique et la consultation ont contribué à atténuer les tensions, mais ces mécanismes ne sont pas suffisants pour permettre à tous les pays de la région de tirer pleinement parti des nombreuses possibilités qui devraient se présenter au cours des années 90. Une action concertée, dans le cadre de laquelle une organisation régionale telle que la CESAP jouerait, avec la coopération et la participation actives d'autres organisations et organismes internationaux compétents, un rôle élargi, s'impose donc pour aider ces pays dans ce domaine. La participation active et l'assistance de groupes sous-régionaux et de certains mécanismes bilatéraux seraient aussi nécessaires pour appuyer et renforcer cette action au niveau régional.

II. PRINCIPES

12. Le plan d'action pour la promotion de la restructuration industrielle dans la région de la CESAP a été élaboré sur la base des principes ci-après :

a) Le développement industriel stimule la croissance économique globale et le progrès social, à la condition que les pays consentent des investissements suffisants pour se doter des facteurs essentiels, en particulier de l'infrastructure moderne et des ressources humaines qualifiées nécessaires pour affronter les nouveaux problèmes résultant de l'évolution rapide de la situation économique et technologique aux niveaux mondial et régional.

b) La restructuration industrielle et le changement structurel du secteur manufacturier qui l'accompagne contribuent de façon déterminante à l'instauration d'une économie nationale solide et concurrentielle. Le bénéficiaire ultime du développement devant être l'homme, la restructuration industrielle doit viser à améliorer le bien-être social général et à satisfaire les besoins de la population dans son ensemble.

c) La restructuration industrielle contribue à la réalisation des objectifs et idéaux fondamentaux du développement, tels que l'atténuation de la pauvreté absolue et relative, la création d'emplois, l'amélioration de la capacité scientifique et technologique nationale et la satisfaction des besoins essentiels.

d) Etant donné la relation étroite et continue entre la restructuration industrielle et tous les aspects du progrès économique et social, une approche intégrée de la planification et de la mise en oeuvre de la restructuration industrielle, faisant appel à la participation active de tous les secteurs intéressés, s'impose.

e) Aux fins d'un changement structurel durable dans l'industrie, il convient de se fonder, pour la planification et la mise en oeuvre efficaces de la restructuration industrielle dans la région de la CESAP, sur une stratégie générale prévoyant le recours à des procédés de fabrication à plus forte valeur ajoutée et plus concurrentiels, la mise en valeur des ressources humaines, l'amélioration de la technologie, la mise en place d'un cadre macro-économique approprié et le maintien d'un système commercial international ouvert et équitable.

f) Dans la planification et l'application des mesures de coopération régionale pour la restructuration industrielle, l'accent devrait être mis en particulier sur les aspects essentiels de l'expansion et de la diversification des activités manufacturières dans les pays les moins avancés, les pays sans littoral et les pays insulaires en développement.

g) Dans l'application des plans et programmes de restructuration industrielle au niveau national, il convient de rechercher l'appui de groupes facilitateurs ayant un effet catalytique direct sur le processus de restructuration industrielle.

h) L'évolution rapide de la situation économique et sociale interne et externe impose de mettre l'accent sur la nécessité de faire preuve de souplesse dans la planification et la mise en oeuvre de la restructuration industrielle, notamment en insistant sur le caractère indicatif, plutôt qu'impératif, des dispositions.

i) En mettant au point une conception régionale de la planification et de la mise en oeuvre de la restructuration industrielle, il faut tenir dûment compte de la diversité des expériences et situations nationales de la région de la CESAP.

j) Les programmes et activités nationaux de restructuration industrielle

doivent tenir compte des effets environnementaux et sociaux à court et à long terme.

k) L'élaboration et l'application de stratégies, plans, politiques et programmes nationaux de restructuration industrielle sont du domaine de compétence exclusif de chacun des membres et membres associés de la CESAP, qui assument cette responsabilité en fonction de leurs besoins et objectifs nationaux propres de développement.

l) La coopération et l'assistance technique régionales à l'appui des stratégies, politiques, plans et programmes nationaux de restructuration industrielle contribueraient sensiblement à accélérer le progrès économique et social de tous les pays en développement, en particulier des plus faibles, comme les pays les moins avancés et pays insulaires en développement.

Deuxième partie

RECOMMANDATIONS ET MESURES PROPOSEES

Introduction

1. Le plan d'action pour la restructuration industrielle dans la région contient un ensemble de principes généraux et de directives fondé sur les principales conclusions et recommandations de l'étude de la CESAP sur le thème de la restructuration industrielle en Asie et dans le Pacifique dans l'optique en particulier du renforcement de la coopération régionale.

2. Le plan d'action énumère 20 recommandations générales et 76 mesures particulières qu'il est proposé de prendre aux niveaux national et régional, en spécifiant le rôle de la CESAP et des autres organismes mondiaux et régionaux appropriés. Ces recommandations et mesures proposées ont été divisées en cinq catégories. On attend des divers organismes participants, organismes nationaux, organisations et autres institutions compétentes, y compris les organisations non gouvernementales, qu'ils élaborent et appliquent des programmes et projets concrets pour mettre le plan à exécution.

3. Bien que la restructuration industrielle soit un processus aux dimensions, répercussions et incidences multiples, le plan d'action ne vise pas à l'exhaustivité. Il est centré sur les questions critiques et sur les mesures spécifiques

qu'il est nécessaire de prendre de toute urgence pour faciliter la restructuration industrielle dans la région de l'Asie et du Pacifique. En outre, il identifie les points focaux, les groupes cibles et les institutions facilitatrices qui pourraient donner suite aux diverses recommandations et propositions.

4. Le thème principal des recommandations et des mesures proposées est la réalisation d'une transformation structurelle durable dans l'industrie par l'adoption de procédés manufacturiers à plus forte valeur ajoutée et plus compétitifs. La mise en valeur des ressources humaines, l'amélioration technologique, l'application de politiques macro-économiques appropriées, le maintien d'un système commercial international ouvert et équitable et la mise en place d'une infrastructure moderne, en particulier dans les transports et communications, sont les conditions indispensables d'une restructuration industrielle efficace.

I. Politiques, plans et programmes nationaux de restructuration industrielle

Recommandation 1

Pour que le secteur industriel joue pleinement son rôle de moteur du développement social et économique, il serait bon que les gouvernements accordent un rang de priorité élevé à la transformation structurelle du secteur manufacturier par la promotion des liaisons intra- et intersectorielles et appliquent des politiques et programmes flexibles pour tenir compte de l'évolution rapide de la situation économique et technologique aux niveaux mondial et régional.

Mesures proposées

1) Un rang de priorité élevé devrait être accordé à la transformation structurelle du secteur manufacturier dans le contexte de la planification du développement national d'ensemble.

2) Au niveau national, il faudrait créer, là où il n'en existe pas, des organismes chargés des politiques et plans de restructuration industrielle à un niveau suffisamment élevé pour que celle-ci ait la place qui lui revient dans le plan de développement national.

3) Des ressources suffisantes doivent être allouées pour renforcer les moyens dont disposent les pays, notamment en matière de planification et de programmation, pour mener à bien la restructuration industrielle.

Recommandation 2

Des plans d'action nationaux de restructuration industrielle, complets et flexibles, doivent être élaborés et appliqués. Compte tenu de la nécessité d'une participation et d'une coopération actives des secteurs intéressés, y compris le secteur public et le secteur privé, l'élaboration et l'application efficaces de ces plans exigent détermination et attention de la part des dirigeants nationaux.

Mesures proposées

4) Il convient d'élaborer et d'appliquer au niveau national des plans d'action pour la restructuration industrielle en se plaçant dans une perspective à moyen et à long terme. Cela est en particulier indispensable pour les économies les plus faibles, comme celles des pays les moins avancés et des pays insulaires en développement de la région, où l'esprit d'entreprise et la capacité du secteur public sont encore peu développés.

5) Les plans d'action nationaux pour la restructuration industrielle devraient permettre de promouvoir et de maintenir dans toute la mesure possible les liens intersectoriels et intra-sectoriels, y compris l'instauration effective de liens avec les industries rurales et les diverses activités informelles.

6) Les plans d'action nationaux pour la restructuration industrielle devraient comporter des dispositions adéquates destinées à atténuer les coûts sociaux de l'ajustement structurel, en particulier les coûts supportés par les catégories les plus faibles de la société.

7) Les plans d'action pour la restructuration industrielle devraient être élaborés en consultation étroite et permanente avec les secteurs tant public que privé.

Recommandation 3

Les gouvernements continueront de jouer un rôle déterminant dans la restructuration industrielle. Toutefois, comme

on prend de plus en plus conscience de la contribution potentielle du secteur privé à la facilitation du processus de restructuration industrielle, des mesures appropriées de libéralisation et de déréglementation pourraient intervenir, le gouvernement jouant quant à lui un rôle d'appui.

Mesures proposées

8) Les pouvoirs publics devraient envisager, dans le cadre général défini par leurs objectifs de développement, la création d'un environnement propice à la restructuration industrielle par l'adoption de politiques macro-économiques et sectorielles souples appropriées pour tenir compte de l'évolution de la situation économique aux niveaux mondial et régional. A cet égard, une capacité générale d'adaptation et la réorientation des politiques seraient nécessaires pour maintenir la confiance du secteur privé et du secteur public dans la poursuite de l'industrialisation et du changement structurel dans l'industrie.

9) Il est indispensable d'adopter des mesures de restructuration industrielle concrètes visant à tirer pleinement parti du potentiel des secteurs public et privé en vue de mettre en place des structures industrielles concurrentielles et adaptables.

10) Les pouvoirs publics pourraient, par des réformes institutionnelles et des politiques appropriées mises en oeuvre dans la stabilité et moyennant des améliorations qualitatives au niveau de l'application, exploiter pleinement le potentiel qu'offrent les entreprises nationales et étrangères s'agissant d'accélérer le rythme du développement industriel national.

Recommandation 4

Des méthodes et mécanismes appropriés devraient être mis au point en vue de faciliter l'adoption d'une approche intégrée et globale de la restructuration industrielle. Cette approche devrait définir clairement les objectifs et les moyens de la restructuration industrielle, compte tenu de l'ensemble des objectifs nationaux de développement économique et social.

Mesures proposées

11) Il convient d'appliquer des méthodes reconnues et éprouvées pour l'élaboration des politiques, la planifi-

cation et la programmation au service de la restructuration industrielle. A cet égard, les responsables de la réorientation des politiques industrielles et technologiques devraient avoir la possibilité de se familiariser davantage avec les pays développés et les nouvelles économies industrialisées, et de partager leurs données d'expérience, dans le cadre de voyages d'étude, de visites et de consultations dans ces pays.

12) La coordination et la coopération interministérielles et inter-départementales sont nécessaires pour faciliter la formulation et l'application d'une approche intégrée de la restructuration industrielle. A cet égard, il reste, dans plusieurs pays de la région, à tenter d'harmoniser les activités et politiques, en particulier budgétaires et monétaires, avec les activités et politiques industrielles et technologiques.

Recommandation 5

La capacité technologique joue un rôle très important dans la restructuration industrielle. Il est indispensable d'accorder un rang de priorité élevé à la diffusion de l'information sur les techniques disponibles, à l'évaluation des technologies, au dosage et à l'adaptation des techniques, en particulier en faveur des petites et moyennes entreprises industrielles. Il est indispensable d'accroître les ressources allouées aux activités nationales de recherche-développement. Les institutions nationales de recherche-développement devraient être encouragées par des mesures d'incitation, voire des subventions, à participer à des activités conjointes avec des institutions étrangères similaires.

Mesures proposées

13) Les besoins technologiques des branches industrielles essentielles pourraient être évalués, et des mécanismes destinés à faciliter la circulation de l'information technologique pourraient être créés. Là où il n'en existe pas, des institutions nationales chargées de faciliter le transfert de technologie au service de l'industrie devraient être créées.

14) Des programmes spéciaux destinés à améliorer les techniques dans les agro-industries rurales devraient être mis au point et appliqués à titre prioritaire.

Recommandation 6

Les activités et procédés industriels subissent des changements rapides dus au progrès technique et à sa diffusion. De ce fait, il faut se doter de facteurs de production de haut niveau, en particulier de nouvelles compétences industrielles, pour que l'économie puisse soutenir la concurrence internationale intense. L'accent doit être mis sur l'amélioration de l'éducation scientifique et technique, mais aussi sur les programmes flexibles de formation et de recyclage à tous les niveaux possibles. A défaut, l'amélioration de la compétitivité de l'industrie et les perspectives de la restructuration industrielle risquent d'être sérieusement compromises.

Mesures proposées

15) Il convient de réaliser des évaluations critiques des besoins de personnel technique pour le développement industriel, compte tenu des perspectives d'industrialisation à moyen et à long terme.

16) Il convient de renforcer et d'accroître, à titre prioritaire, les moyens institutionnels nécessaires pour répondre aux nouvelles demandes de spécialistes pour l'industrie et la technologie.

17) Des systèmes d'incitation, fiscale ou autre, devraient être appliqués pour encourager le secteur privé à organiser des activités de formation et de recyclage.

II. Mesures de coopération régionale pour faciliter la restructuration industrielle

Recommandation 7

Un des buts principaux de la restructuration industrielle devrait être la mise en place de structures industrielles concurrentielles et diversifiées qui assurent l'utilisation optimale des ressources rares et le passage progressif à la production de biens à plus forte valeur ajoutée. Les entreprises industrielles, opérant en conformité avec les objectifs de développement national, devraient être les principaux agents de la réalisation de ces objectifs.

Mesures proposées

18) La tendance à l'harmonisation des politiques et stratégies industrielles,

en particulier dans les domaines du commerce, des investissements et des politiques budgétaires et financières, devrait être encouragée, car elle permet d'élargir les possibilités de coopération commerciale et industrielle.

19) Les politiques de libéralisation et de déréglementation appliquées par les gouvernements pour améliorer la productivité et la compétitivité de l'industrie devraient être appuyées par l'adoption de techniques modernes et de techniques améliorées d'organisation et de gestion.

20) L'expérience acquise par certains pays de la région qui ont su combiner efficacement leurs politiques commerciales et industrielles pour promouvoir un développement industriel plus rapide et diversifié pourrait être mise à profit par d'autres pays dans le cadre de séminaires régionaux itinérants de formation organisés avec la collaboration d'instituts nationaux de recherche, et par l'échange de spécialistes de la restructuration industrielle.

21) La CESAP pourrait entreprendre une étude industrielle d'ensemble sur certains des pays en développement les moins avancés et insulaires, en étroite coopération avec la Banque asiatique de développement et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, et avec la participation active des gouvernements et des organisations et organismes sous-régionaux, en vue de préparer la planification et la restructuration industrielle à moyen terme dans ces pays.

22) Des activités régionales devraient être entreprises pour encourager les entreprises industrielles à jouer le rôle d'agent du renforcement de la coopération régionale moyennant la mise en place de réseaux de sous-traitance organisés de manière appropriée et la répartition géographique des achats de pièces détachées et composants dans certaines branches manufacturières, avec, le cas échéant, une participation locale au capital et à la gestion.

23) Il faudrait promouvoir, à titre expérimental, la mise en place de systèmes régionaux de complémentarisation dans certaines branches manufacturières aux fins d'obtenir la rationalisation, les économies d'échelle et les liens appropriés avec les producteurs locaux.